Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 72 (1980)

Heft: 5-6

Artikel: Le grand défi social : Willy Brandt s'adresse à la conférence internationale du travail : exposé

Autor: Brandt, Willy

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386000

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Organe mensuel de l'Union syndicale suisse

Revue syndicale suisse

N° 5/6 Mai/Juin 1980 72e année

Le grand défi social

Willy Brandt s'adresse à la Conférence internationale du travail

Les participants à la Conférence internationale du travail de cette année ont eu le privilège d'entendre un exposé de M. Willy Brandt, ancien chef du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Il a parlé en sa qualité de président de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international. Ses déclarations ont non seulement retenu l'attention des délégués, elles ont eu également un large écho dans les milieux internationaux et elles doivent aussi intéresser tous les travailleurs, tant il est vrai que leur sort dépend en définitive du développement à l'échelle mondiale. C'est pourquoi nous jugeons utile de reproduire ici presque intégralement les propos de l'ancien chancelier allemand qui est aussi, comme l'on sait, un ami des salariés. Voici donc le texte du discours de Willy Brandt. J. Clz

Je voudrais commencer par vous remercier vous tous qui êtes ici réunis, pour cette occasion qui m'est offerte de vous demander non seulement votre attention, mais aussi votre support actif. Tout d'abord votre support actif, dans la limite des influences de chacun, en vue de faire en sorte que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui se tiendra à la fin d'août, ne se perde pas une fois de plus dans une discussion oiseuse et ne se traduise par un sentiment stérile de frustration. Efforçons-nous au contraire de donner aux négociations mondiales qui vont commencer au début de l'année prochaine une bonne chance de succès. Leur enjeu est plus important que bien des gens ne le comprennent aujourd'hui.

Combien sont-ils, dans nos pays, à saisir toute l'ampleur de la menace qui pèse sur la paix en cet instant même où les différends entre l'Est et l'Ouest se conjuguent avec les conflits entre le Nord et le Sud?

Combien sont-ils à l'extérieur à vraiment se rendre compte, alors que le monde souffre de la faim et d'inégalités extrêmes, qu'il ne suffit plus de faire quelques gestes humanitaires? Comprennent-ils qu'il

est nécessaire de définir l'ensemble de nos intérêts mutuels, au lieu de gloser sur des différences manifestes ou de chercher d'une façon ou d'une autre à chevaucher les nuées? Voient-ils que le progrès pour la multitude ne doit pas impliquer la pauvreté pour la minorité?

Ce n'est pas une tâche difficile que de prononcer ici aujourd'hui ces quelques mots. Après tout, ce sont les pères fondateurs de l'Organisation internationale du travail qui, voici une soixantaine d'années, peu après la première guerre mondiale, nous avertissaient que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger par l'injustice, la misère et les privations dont souffrent un grand nombre de personnes.

Après la seconde guerre mondiale, la situation s'est beaucoup aggravée. Néanmoins, la détermination des peuples de ne pas se laisser dépasser par les événements a prévalu à maints endroits. L'Organisation des Nations Unies est née avant la fin de la guerre, même si elle était loin à l'époque d'avoir la dimension qu'elle a atteinte aujourd'hui. Sur la scène économique – pour prendre un exemple important –, la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale a eu un rôle spécial à jouer. Ce que nous appelons maintenant, dans la partie du monde d'où je viens, le Plan Marshall, fut un exemple impressionnant de la possibilité qui existe de ramener des intérêts différents à un dénominateur commun, à notre avantage mutuel. En l'occurrence, ce fut un lien entre une Europe occidentale dévastée par la guerre et des Etats-Unis dotés d'une surcapacité.

Dans des circonstances certes très différentes de celles qui régnaient à la fin de la seconde guerre mondiale, nous nous retrouvons, certes à une échelle beaucoup plus grande, dans une situation marquée par la nécessité d'instituer un nouvel ordre international. Et, sans vouloir établir des parallèles par trop simplistes entre hier et aujourd'hui, il nous faut maintenant de nouveau promouvoir des relations pacifiques et créer les conditions matérielles fondamentales sans lesquelles, évidemment, un système d'Etats stable et fonctionnant bien ne saurait exister.

La situation actuelle du monde, avec ses graves tensions et ses nombreux foyers de troubles, devrait nous montrer très clairement une chose: l'humanité n'aura certainement jamais plus l'occasion de tirer la leçon du choc salutaire d'une guerre dévastatrice.

Susciter la confiance

Evidemment, je sais à quel point il est facile de parler de la détente et combien il est difficile de maîtriser des conflits aigus et, partant, d'éviter une conflagration universelle. A mon sens, il n'y a qu'une voie rationnelle: c'est de tenter calmement de réduire les tensions et,

si possible, de susciter à leur place la confiance, par des mesures judicieuses et par une coopération concrète. De surcroît, cette coopération doit désormais comprendre un ensemble de politique Nord-Sud.
Comme vous le savez sans doute, j'ai présidé ces deux dernières années la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, organisme qui a travaillé sans obéir à des instructions quelles qu'elles soient. Je me suis appliqué, dès le début, à recourir aux services d'une majorité de collègues venant de pays du tiers monde, de façon à écarter le risque de voir ces pays mis en minorité.
Nous venions de toutes sortes d'endroits bien différents, et ce fut donc – je continue à le penser – une réussite remarquable que d'aboutir à un accord. Notre programme, que nous qualifions de programme pour la survie, a vu le jour sans vote contraire. Et, lorsque notre rapport a été achevé, je l'ai remis au Secrétaire général des Nations Unies à la mi-février. Depuis lors, l'édition originale en anglais a été largement diffusée et a trouvé un écho encourageant. La diffusion régionale du rapport laisse beaucoup à désirer. Jusqu'à présent, les seules éditions qui aient paru, en plus de l'anglaise, ont été les versions allemande, espagnole et italienne qui sont sorties il y a quelques jours. La publication de la version française a melheureusement été retardée. Neuf autres traductions sont en cours de préparation. Mais même l'original anglais ne peut encore être obtenu en quantités suffisantes dans tous les pays anglophones et, si je puis dire, le mécanisme du marché ne paraît pas fonctionner convenablement en l'occurrence, en dépit d'une demande soutenue pour une publication de ce genre.
Lorsque je parle ici à la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail de mon expérience «réformiste» du passé, n'allez pas, je l'espère, vous y méprendre. Il n'est pas nécessaire d'avoir récemment vécu cette expérience pour pouvoir en tirer parti. Comme la croissance des pays industriels d'aujourd'hui l'a montré, le pouvoir d'achat des masses des travailleurs a constitué l'une des conditions indispensables au progrès de l'économie de ces pays. Il serait donc normal, en ce sens, qu'ils portent maintenant un très vif intérêt à l'élargissement des marchés dans les pays en développement.
Après tout, cela exercerait une influence significative, non seulement sur l'emploi, ici et là-bas, mais aussi sur le niveau général de l'emploi dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Le grand défi social de notre temps

Indépendamment du problème humanitaire et du danger d'explosion latent que recèle un monde qui a faim, le lien entre les deux

éléments montre clairement pourquoi j'estime que les questions qu'implique l'expression «Nord-Sud» constituent le grand défi social de notre temps, défi lancé à quiconque a les sens de ses responsabilités au Nord et au Sud, à l'Ouest et à l'Est de notre monde.

Si j'entends porter les relations entre le Nord et le Sud à un niveau de coopération féconde, et créer ainsi à l'échelle du globe des conditions qui permettent de réduire l'immense fossé qui sépare les riches et les pauvres, internationalement et nationalement, je sais que cela ne demandera rien de moins qu'un consensus fondamental sur une coresponsabilité mondiale. C'est pourquoi je crois, en ces mois de crise grave et d'événements critiques, que nous ne pourrions guère commettre de pire erreur que de mettre à l'écart les questions Nord-Sud jusqu'au moment où, comme certains l'ont dit, les relations entre les puissances mondiales, les superpuissances, et leurs alliances auront une fois de plus atteint un niveau tel que les craintes directes pour la paix du monde puissent s'atténuer. Il serait tout aussi erroné, je crois, d'en revenir à l'habitude de considérer les relations entre le Nord et le Sud essentiellement du point de vue dépassé de la stratégie.

Ce qu'il nous faut, c'est évidemment, à mes yeux, la détente pour sauvegarder la paix et trouver la force nécessaire pour établir un équilibre entre les intérêts orientés vers l'avenir des pays industriels et des pays en développement.

Ce qu'il nous faut, *c'est freiner les armements pour empêcher le monde de s'armer littéralement à mort et aussi pour nous permettre d'utiliser au moins une partie des ressources libérées de la sorte aux fins du développement.*

Ce qu'il nous faut, *c'est un ordre international juste et stable,* de façon que les peuples du Nord et ceux du Sud puissent avoir confiance dans leur avenir et dans leurs chances de survie.

L'avenir ne dépend pas simplement de ce que les pays riches peuvent faire pour aider les pays pauvres. Il dépend de ce que les riches et les pauvres, ceux qui aujourd'hui sont de plus en plus riches, ou de plus en plus pauvres, pourront faire ensemble pour rendre la survie de l'humanité plus probable. Il y a, je le crois, des intérêts mutuels, dans la paix, la justice et l'emploi.

Après tout, ce n'est pas seulement la compétition pour la puissance et l'exaspération des conflits idéologiques qui menacent la paix. Des menaces potentielles pour l'humanité planent au-dessus de nos têtes sous l'aspect de la misère des masses d'un effondrement économique ou de catastrophes écologiques.

Il y a en outre des dangers qui nous amènent à nous demander si nos capacités de prévision et d'imagination suffiront à nous aider à trouver des solutions et des stratégies pacifiques pour le bien du monde.

La population du globe aura probablement encore augmenté de 2 milliards d'individus d'ici la fin du présent millénaire.
Un cinquième de tous les habitants de l'hémisphère sud souffre déjà de la faim et de la malnutrition, et le total des êtres qui vivent dans une complète pauvreté – 700 à 800 millions de personnes – augmente au lieu de reculer.
Je crois faisable que des chimistes, peut-être dans un avenir pas trop éloigné, inventent de nouvelles possibilités de nourrir les hommes. Pourtant je n'estime pas que cela donnera à l'humanité le signal d'aller de l'avant et de se multiplier autant qu'elle le veut. Et rien ne saurait nous libérer des soucis que nous connaissons aujourd'hui.
Vous le savez aussi bien que moi, le gros des plus pauvres des citoyens du monde vit dans la ceinture de pauvreté au sud du Sahara et dans le sud de l'Asie. Dans bon nombre des pays de ces régions, la croissance de la production agricole est si insuffisante qu'elle n'arrive pas à suivre le rythme de l'accroissement de la population. Nous devrions donc nous sentir tenus avant tout d'aider nos frères humains en faisant tout ce qui est en notre pouvoir pour vaincre cette faim massive et pour faire en sorte que les besoins essentiels de chacun soient satisfaits, qu'il s'agisse de l'alimentation, de la santé, du logement ou d'une instruction élémentaire.
L'une des réalisations de l'OIT, c'est d'avoir défini, il y a plusieurs années, les besoins essentiels de l'homme, c'est d'avoir appelé l'attention sur la nécessité d'envisager, au premier chef, les objectifs sociaux du développement, si nous voulons atteindre les objectifs minimaux dans le monde entier d'ici l'an 2000. Comme nous ne le savons que trop bien, une croissance rapide, si elle n'est pas accompagnée d'objectifs sociaux, ne saurait garantir une réduction de la misère et des inégalités flagrantes de revenu, ni permettre de porter l'emploi à un niveau adéquat dans un laps de temps mesurable.
Mais certains des privilégiés de l'heure se complaisent encore dans l'illusion que des îlots de prospérité et de sécurité pourront survivre à longue échéance dans un océan de misère.
Il va sans dire que l'image que nous offre la situation internationale ou nationale, ou les pays du tiers monde pris dans leur ensemble, n'est pas celle d'une pauvreté uniforme. Il y a même un groupe croissant d'Etats dont le développement a progressé au point que leurs produits manufacturés font sentir leur impact sur les marchés internationaux.
Mais la croissance économique de ces pays, disons d'Asie ou d'Amérique latine, ne s'est pas toujours traduite par des avantages pour la grande masse de la population. Dans bien des cas, le développement industriel est resté confiné dans de petites zones dynamiques de ces pays, alors que les régions rurales étaient négligées et l'exode vers les taudis urbains prend une ampleur sans précédent.

Accepter la concurrence du tiers monde

Ces effets d'un développement rapide et inégal prêtent à des critiques souvent justifiées, mais on ne devrait pas dans le Nord en tirer argument pour n'acheter que chez soi. Les pays undustriels doivent accepter la concurrence du tiers monde s'ils ne veulent pas en arrêter le développement et s'ils comprennent bien leurs véritables intérêts.

La libéralisation des échanges – à mon sens l'une des réussites de l'après-guerre et si nécessaire aux intérêts du Nord comme du Sud – ne doit pas être restreinte par le nouveau protectionnisme qui se répand dans les échanges, tant avec le tiers monde qu'entre les pays industrialisés eux-mêmes.

Si le Sud ne peut pas exporter vers le Nord, il ne pourra pas non plus importer; or la CEE, les Etats-Unis et le Japon envoient dans le tiers monde plus d'un tiers de leurs exportations. Beaucoup ne pensent qu'aux difficultés d'ajustement que cause au Nord l'importation de produits industriels du tiers monde, et semblent croire que le Nord est inondé par les produits finis de certains pays en développement; mais en réalité les produits finis venant du tiers monde comptent pour moins de 2 % de la consommation des pays industrialisés. Ce sont en général les secteurs structurellement faibles et pauvres en travailleurs qualifiés qui souffrent le plus de la concurrence à bas prix du tiers monde.

La compartimentalisation défensive ne résoudra rien; ce qu'il nous faut, ce sont des politiques plus efficaces d'ajustement positif grâce à la planification régionale, au recyclage, etc. Cet ajustement du Nord sera plus difficile en temps de crise que pendant les périodes d'expansion où il est facile de changer d'emploi; mais de toute façon les structures anciennes ne peuvent pas subsister dans un régime de division internationale du travail marqué par le changement dynamique.

Respecter les normes du travail

D'un autre côté – et il ne s'agit pas d'adoucir notre condamnation du protectionnisme –, notre rapport fait état des conclusions de la Conférence mondiale de l'emploi où il est dit que *«Le caractère concurrentiel des nouvelles importations en provenance des pays en développement ne devrait pas être obtenu au détriment du respect de normes du travail équitables».*

Les propres termes de notre rapport à ce sujet sont les suivants: les exportations rendues possibles par des conditions de travail qui ne sont pas conformes aux normes sociales minimales convenant à une société déterminée, sont inéquitables pour les travailleurs directement concernés, pour les travailleurs des pays exportateurs

du tiers monde concurrents, et pour les travailleurs des pays importateurs dont le bien-être se trouve ainsi compromis.
Soyez sûrs que ce passage ne se trouve pas par hasard dans notre rapport. Dès le début des travaux de notre commission, mon ami Joe Morris (Réd.: Président du groupe travailleurs de l'OIT) n'a cessé d'attirer l'attention sur ce point, comme sur d'autres, qu'il connaît par expérience.
A mon avis, l'existence, dans les pays en développement, de syndicats forts, jouissant de la solidarité de ceux des pays industrialisés, peut aider les industries du tiers monde non seulement à obtenir des avantages concurrentiels quant aux salaires et aux impôts, mais encore à contribuer positivement au développement.
A ce propos il serait certainement bon qu'un efficace code de conduite vienne concilier les intérêts des sociétés transnationales avec ceux des pays d'accueil et d'origine et éliminer les pratiques de concurrence à mort. Cela pourrait accroître les investissements et compléter les mesures prises sur les plans national et international pour abaisser les coûts du transfert des techniques.
On ne saurait ignorer combien il importe pour donner son élan au développement, que le tiers-monde prenne sa part du progrès technique, sans parler de l'effet social de ce phénomène.
Les réformes internationales sont nécessaires pour une raison simple et indéniable: les marchés mondiaux fonctionnent souvent de façon très défavorable aux pays du tiers monde. Les grandes lignes de notre système économique international ont été en fait tracées à une époque où la plupart des pays du tiers monde n'étaient pas encore souverains. Beaucoup de jeunes Etats ont dû constater que leur indépendance purement politique n'entraînait en aucune manière une authentique liberté de décision ni une réelle indépendance.
Il est donc compréhensible que, depuis la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement – la CNUCED I en 1974 –, beaucoup de pays aient réclamé l'abolition de l'inégalité des échanges entre le Nord et le Sud. A cette fin, ils ont dressé un catalogue de revendications dans différents domaines tels que le commerce des produits de base et des produits industriels, la technologie et les opérations des sociétés transnationales, domaines dans lesquels ils souhaitent des réformes économiques mondiales.
Il n'a pas été facile de s'accorder sur ces réformes, surtout vers 1975, où le Nord et le Sud avaient adopté des positions diamétralement opposées. Les crises économiques de ces années d'un côté, et l'acquisition par les pays de l'OPEC d'une forte position de négociation, d'un autre côté, ont créé une situation où les pays en développement ont présenté dans les conférences internationales des revendications maximales qui n'ont trouvé chez les pays industriels qu'une disposition minimale à faire des concessions.

Depuis – et j'espère n'être pas trop optimiste – on en est venu à mieux comprendre que le Nord et le Sud doivent trouver une démarche commune dans un monde aussi interdépendant qu'est le nôtre s'ils veulent survivre l'un et l'autre.
Un exemple important: si nous ne réussissons pas à stabiliser la population mondiale vers le début du siècle prochain, une génération fort proche de la nôtre risque de se trouver face à un épuisement catastrophique des ressources naturelles du globe. Plus les gens des pays pauvres devront abattre d'arbres pour cuire leurs aliments, plus s'aggravera l'érosion et diminueront les ressources alimentaires.
La raison demande que l'on identifie les intérêts communs de ce qu'on appelle le Nord et le Sud et que l'on exige une action commune, marquée par des compromis équitables. Ce faisant, il ne faut pas pousser sous le tapis les divergences réelles.
Mais est-il besoin que je vous énumère, alors qu'il suffit de penser aux tensions actuelles, les conséquences que pourrait avoir pour nous et pour le tiers monde un conflit nucléaire entre ce que l'on appelle l'Est et l'Ouest?
La course aux armements fait déjà assez de mal. Dernièrement nous lisions dans un rapport des Nations Unies – il y a quinze jours ou peut-être moins – *qu'à chaque minute le monde consacre un million de dollars aux armements, c'est-à-dire 60 millions de dollars pour les armements pendant que vous avez la bonté d'écouter mon discours!* Quel incroyable gaspillage des ressources quand on pense à celles qui manquent en diverses parties du monde.
Dans notre rapport, nous avons parlé d'une série de mesures à prendre dans le domaine du commerce, des finances et de la réforme monétaire – des mesures qui seraient la base de discussions internationales et le cadre d'un nouvel ordre des rapports économiques pour les vingt prochaines années. Vous les trouverez toutes dans notre texte complet, et je ne parlerai que de celles que nous avons proposées pour l'avenir immédiat.

Quatre grands objectifs

Mes collègues et moi avons eu le sentiment qu'il faut atteindre quatre grands objectifs prioritaires d'ici cinq ans: premièrement, transférer plus largement les ressources, deuxièmement, établir une stratégie internationale sur l'énergie et l'approvisionnement assuré du monde en énergie, troisièmement, nourrir les masses, et quatrièmement réformer les structures des organisations internationales et des institutions qui influencent le système économique mondial. Je voudrais vous expliquer la portée de ces quatre points.
Sur le premier point, ce sont les pays les plus pauvres – entre autres ceux d'Afrique et d'Asie – qui sont le plus durement frappés par la

présente crise économique mondiale. Ils ont besoin d'un large afflux de ressources. Il faut créer les conditions fondamentales qui permettront à ces régions d'acquérir leur propre dynamisme économique et de commencer une croissance soutenue. La plupart des pays industrialisés ont promis il y a longtemps de verser 0,7% de leur produit national brut à l'aide officielle au développement. Ils devraient tenir leur promesse comme l'ont fait les Scandinaves et les Néerlandais, et cela au plus tard en 1985; ce n'est pas seulement à Genève que je dis cela, mais aussi à Bonn. Si chacun tenait les engagements qu'il a déjà pris, cela fournirait un supplément de 30 milliards de dollars par année.

Si les pays industrialisés de l'Est et les pays en développement les plus prospères contribuaient également à ce genre de transfert, d'une manière ou d'une autre et sans présumer de pourcentage, l'effet serait encore plus grand.

Je crois également – et nous l'avons dit dans notre rapport – qu'à plus longue échéance, le recours à des prélèvements ou à des impôts internationaux pourrait se révéler non seulement efficace, mais avantageux pour les deux parties, et qu'une aide vraiment énergique ne doit pas être considérée comme un fardeau mais comme un investissement fructueux dans une communauté mondiale plus saine.

Je parlais des pays les plus pauvres, mais j'ajoute qu'un transfert massif doit bénéficier également aux pays en développement moyennement prospères. On pourrait par exemple faciliter le réinvestissement constant des excédents par le système bancaire international, par cofinancement, par l'octroi de garanties, par ce recours aux réserves hors du Fonds monétaire international ou par un renforcement des possibilités d'investissement de la Banque mondiale et des banques régionales de développement.

Le fait que la Banque mondiale ait doublé récemment son capital, qui a atteint un niveau de 80 milliards de dollars, marque un pas dans la bonne direction. Si, à plus longue échéance, ce que l'on appelle le «clearing ratio» devait être modifié pour être porté à 1:2, au lieu de 1:1 actuellement, cela assurerait une capacité d'emprunt de 160 milliards de dollars, c'est-à-dire un taux quatre fois plus élevé qu'à présent.

Le deuxième point est celui du secteur de l'énergie en général, et du pétrole en particulier. L'important, ici, serait de combiner de façon rationnelle la nécessité de ravitaillement réguliers en pétrole à des prix prévisibles, avec la revendication d'une conservation de l'énergie et de la mise en œuvre de sources d'énergie de remplacement. Il faut, pour cela, qu'il existe une association entre les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole.

Cela est d'autant plus important que nous devons nous préparer à une période transitoire critique où l'on passera à d'autres énergies.

Le gaspillage d'énergie doit cesser. Nous devons aller résolument de l'avant sur tous les fronts afin d'investir dans les énergies de remplacement et, si possible, dans les sources renouvelables d'énergie. De plus, nous devons le faire sans paralyser nos économies nationales par des augmentations abruptes du prix du pétrole. Il est intéressant de constater que certains pays producteurs de pétrole eux-mêmes ont manifesté un grand intérêt pour le développement de leur propre recherche et de travaux pratiques visant à produire des énergies de remplacement.

Un troisième point est la nécessité d'un effort commun pour utiliser, dans les pays en développement, les sources d'énergie qui, jusqu'à présent, n'ont pas été exploitées ou qui, même, n'ont pas encore été découvertes. Je pense que c'est un domaine dans lequel nous avons besoin d'une nouvelle institution internationale. Il convient de prendre en considération également les intérêts des pays importateurs de pétrole en développement en leur fournissant des garanties quant à leur ravitaillement et une aide financière, sinon les factures du pétrole étoufferont complètement leur croissance, comme cela se passe déjà dans certains cas, ce qui est alarmant. J'examinais hier les chiffres de la Turquie et j'ai constaté que chaque centime qu'elle gagne sur ses exportations est utilisé pour payer le diesel dont elle a besoin pour ses transports.

D'autre part, même pour ceux d'entre nous qui ne sont pas des spécialistes des questions financières, il n'est pas difficile de comprendre que le résultat des discussions sur la façon de garantir et de recycler les pétrodollars peut être d'une importance vitale.

Nous savons tous que, *dans certains cas, les pays exportateurs de pétrole ont réussi à amasser des richesses immenses ces dernières années.* Mais il est vrai aussi que la plupart d'entre eux doivent faire face à de graves problèmes de développement, et ceux dont la population est dense sont loin d'être riches, pensez à l'Indonésie ou au Nigéria.

J'ai parlé du transfert de ressources et de l'énergie. Le troisième objectif d'un programme d'urgence serait, dans une certaine mesure, lié à ce transfert: c'est la nécessité pour tous les pays qui, ces dernières années, sont devenus indépendants, de produire plus d'aliments. Il faut pour cela des systèmes d'irrigation, la production d'engrais et l'adoption de bien d'autres mesures propres à augmenter le productivité.

Je reviens maintenant aux armements. Un pour cent de ce que l'on emploie maintenant au cours d'une année, un pour cent de cette somme vous permettrait, si vous vous organisez bien, de réunir tous les équipements dont on a besoin dans ces pays, qui pourraient ainsi pourvoir à leur propre alimentation en 1990 ou 1995. Mais cela ne doit pas se limiter aux seuls instruments techniques. Il est également essentiel d'introduire par exemple des réformes agraires et,

par là, de créer un système socio-économique qui permettrait aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles de participer activement au progrès de l'agriculture.
Il nous faudra également, pendant encore un certain temps, un quantum plus élevé d'aide alimentaire et la conclusion d'un accord international sur les céréales. De telles mesures permettront peut-être aussi d'enrayer les tendances inflationnistes sur les marchés internationaux des produits alimentaires. Cela s'applique aux transferts.
Mais notre *quatrième objectif* doit constituer à mettre sur pied des mesures visant à une réforme de la structure des relations économiques mondiales et, sans aucun doute, des organisations internationales également.
Cela vaut pour le système monétaire international, comme pour le mode et les institutions de financement du développement, en vue d'avoir davantage d'influence, de participer plus équitablement au pouvoir et, en fin de compte, aux mesures destinées à libéraliser progressivement le commerce international et à stabiliser le prix des produits de base.
Il faut un début dans ces domaines. Les réformes internationales doivent se concrétiser effectivement dans les pays en développement grâce à des efforts nationaux appropriés. Il nous faut également considérer le mécanisme actuel des Nations Unies, y compris les grandes conférences internationales.
Permettez-moi de citer les paroles d'un de mes amis du tiers monde qui disait que le dialogue devenait ritualiste, technocratique et indéterminé. Il ne fait pas de doute que différents arrangements internationaux doivent être restructurés afin de devenir plus efficaces, de comporter des responsabilités mieux équilibrées et d'être plus propres à susciter le consensus.
Ce n'est nullement là une liste complète de toutes les gageures à tenir dans les quelques années à venir. Un programme d'urgence ne saurait ni remplacer ni contrecarrer en quoi que ce soit les besoins et les réformes à plus long terme. Mais une chose est certaine: si nous atteignons les quatre objectifs urgents que je viens d'évoquer, cela représenterait une transaction équitable pour l'ensemble du monde, une transaction qui pourrait faire sortir le dialogue Nord-Sud du bourbier où il s'est enlisé tristement ces dernières années.
Comme vous le savez tous – comme nous le savons tous – au début de cette année, la Conférence de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) qui s'est tenue à New Delhi a montré une fois de plus combien rares sont les changements qui s'opèrent, pour ne pas parler du danger que la session extraordinaire prochaine de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est prévue pour la fin d'août, n'aboutisse encore à une déconvenue.
A mon avis, nous ne pouvons plus nous appuyer à ce point sur des

conférences géantes. Comme l'expérience passée nous l'enseigne, elles débouchent souvent sur des blocages qui ne laissent qu'une étroite marge de manœuvre.

La session extraordinaire qui se tiendra à New York décidera de l'ordre du jour pour une série de négociations à l'échelle mondiale. Ce qu'il nous faut par conséquent, c'est une initiative au niveau le plus élevé possible, de façon à surmonter les attitudes rigides adoptées par les diverses parties. Il faut manifester clairement la volonté politique de donner une base nouvelle au dialogue Nord-Sud si nous voulons éviter la réapparition continuelle de nouvelles flambées de déconvenues dangereuses.

Cela dit, nous estimons utile que des réunions sélectives d'hommes d'Etat des différentes parties du monde soient instaurées sur une base ad hoc comme moyen de préparer des décisions dans le vaste cadre des Nations Unies. Il ne doit pas y avoir de malentendu. Les négociations devront être menées dans le cadre du système des Nations Unies, mais des groupes limités de chefs politiques, disons une vingtaine, vingt-cinq peut-être, pourraient apporter une contribution majeure, en particulier s'ils travaillent sans trop de documentation, sans trop de personnel. Ils pourraient apporter une contribution majeure en précisant ce que les intérêts communs pourraient représenter en termes réels. De telles réunions ne seraient pas habilitées, naturellement, à prendre des décisions au nom du reste du monde, mais ceux qui y participeraient pourraient parfaitement interpréter les intérêts d'une région en sus de ceux de leur propre pays. J'ai personnellement l'impression qu'il ne serait peut-être pas trop difficile d'entreprendre un tel effort au début de l'année prochaine, de façon que cela ait une influence favorable sur la situation mondiale. José López Portillo, le Président du Mexique – ainsi que le Chancelier d'Autriche Bruno Kreisky – est sur le point de prendre une initiative et d'autres chefs politiques ont déjà manifesté leur intérêt. Je leur souhaite le plus grand succès possible (...).

Les conditions de la survie

On peut maintenant se demander si les pays de l'Est – ou les économies à planification centrale, comme on les appelle dans la phraséologie des Nations Unies – se montreront capables de jouer un rôle plus actif dans le cadre de tels efforts. Je l'espère, mais je ne suis pas certain que le moment soit vraiment venu. Cependant, je suis très heureux de constater qu'aujourd'hui les experts n'ont plus de difficultés à se comprendre. Par exemple, les représentants de notre commission ont pu mener des pourparlers utiles sur ces diverses questions, tant à Moscou qu'à Pékin. J'ai pu moi-même parler à de hautes personnalités de ces deux capitales et des Etats du Pacte de

Varsovie; j'ai noté leur très vif intérêt pour la plupart des questions que j'ai évoquées.
Les premières réactions soviétiques face à notre rapport dénotent un intérêt positif circonspect pour ce que nous avons dit, assorti de l'argument bien connu sur la question de savoir qui est responsable des fardeaux du passé. Je me sens encouragé par le fait qu'une version polonaise de notre rapport viendra s'ajouter aux 14 autres versions au moins qui étaient déjà prévues, comme je vous l'ai déjà dit.
Certes la gestion de la crise en soi ne saurait assurer la survie de la race humaine. Cela nous n'y parviendrons que si nous nous fondons, dans nos démarches, sur l'interdépendance croissante entre Etats et régions et si nous érigeons des structures à long terme conçues pour promouvoir d'une façon ou d'une autre une politique mondiale. A notre époque, il n'y a guère de place dans les affaires internationales pour l'étroitesse d'esprit du nationalisme, non plus que pour des philosophies politiques fondées uniquement sur la puissance. Pour moi, l'une des tâches les plus importantes est d'encourager cette attitude et d'être de plus en plus conscient de ce que les relations Nord-Sud et les événements nationaux transcendent la dimension purement économique, sujet d'ailleurs que j'ai souvent évoqué à la lumière des événements actuels. La tâche principale consiste à promouvoir dans une bien plus large mesure une compréhension des sensibilités internationales.
L'importance du rôle que jouent les organisations sociales dans ce domaine fait que je n'ai point besoin de vous le redire. Voilà des années que vous déployez de sérieux efforts dans le cadre de l'Organisation internationale du travail pour que l'on en prenne conscience. Mais ce n'est que lorsque la volonté de changement sera soutenue par les grands groupes sociaux et lorsque les gouvernements recevront l'impulsion voulue de ceux qui œuvrent «au ras du sol» que les réformes urgentes et nécessaires se révéleront possibles et qu'elles seront effectives sur le plan national et international. C'est alors seulement que nous pourrons arriver à ce qu'une société mondiale marquée du sceau de la solidarité deviendra finalement, je ne dis pas une réalité, mais véritablement possible et envisageable. Sans une telle orientation, il est fort à craindre que l'humanité ne suive pas. Ce que je veux, c'est que nous aidions nos enfants, que nous aidions nos enfants et petits-enfants au mieux de nos possibilités à se forger un avenir qui en vaille vraiment la peine.